



## FINANCES PUBLIQUES

Le gouvernement  
promet  
de s'attaquer  
à la politique  
du logement **PAGE 25**

# Le gouvernement promet de s'attaquer à la politique du logement

*Plusieurs fois évoqué, ce formidable gisement d'économies n'a jamais été utilisé. Le sujet revient sur la table.*

CYRILLE PLUYETTE  @CyrillePluyette

**FINANCES PUBLIQUES** Un peu plus d'un mois après l'adoption du budget 2015, le gouvernement est reparti à la chasse aux dépenses. L'exécutif s'est engagé à dégager 50 milliards d'euros d'économies en trois ans, dont 21 milliards cette année et 15 milliards l'an prochain. La tâche, déjà ardue alors que de nombreux ministères se disent « à l'os », est rendue encore plus complexe par les nouvelles mesures destinées à lutter contre le terrorisme et améliorer l'éducation. Au total, l'État va dépenser près d'un milliard de plus que prévu sur trois ans.

Le gouvernement va donc devoir faire des choix budgétaires. Va-t-il enfin s'attaquer à la politique du logement ? Peut-être bien... « *Nous sommes déjà tous convaincus qu'il y a, à l'évidence, un gisement d'économies dans la politique du logement* », affirmait Christian Eckert, le secrétaire d'État au Budget, fin 2014 dans *Les Échos*. Et pour cause ! Alors que les dépenses publiques en faveur du logement ont dépassé 40 milliards en 2014, la construction de logements neufs est tombée au plus bas, avec 300 000 mises en chantier, loin de l'objectif présidentiel de

500 000 par an.

Le sujet devrait être abordé dans les conseils stratégiques de la dépense publique, pilotés par François Hollande, et qui démarreront « *prochainement* » selon l'Élysée. Parallèlement, Bercy a lancé une revue des dépenses publiques, qui « *doit faire l'objet d'un retour au Parlement durant le premier trimestre* » en vue de la préparation du budget 2016. Pourtant, le problème est identifié depuis longtemps. Début 2014, Bernard Cazeneuve, alors ministre du Budget, avait déjà le logement en ligne de mire, et notamment l'enchevêtrement des dispositifs de défiscalisation en faveur de l'investissement immobilier locatif (Besson, Robien, Borloo, Scellier, Duflot...).

### Le grand nettoyage n'a pas eu lieu

Une rationalisation recommandée par le Comité interministériel pour la modernisation de l'action publique (Cimap), lancée en 2012 après la victoire de François Hollande... Quant à la Cour des comptes, elle estimait début 2014 que « *la politique du logement illustre de façon éloquentes les défaillances d'une dépense publique distribuée sans évaluation de son impact* », mettant en

cause l'efficacité des aides publiques au logement au regard de leur coût (15,8 milliards en 2012). Leur augmentation, en effet, « *aurait principalement entraîné une hausse du prix des loyers* », en accroissant la demande, selon l'Insee. C'est pourquoi la Cour suggère depuis des années la suppression des aides aux logements pour les étudiants non boursiers, pour une économie annuelle de 800 millions.

Mais le grand nettoyage n'a pas eu lieu. Le précédent gouvernement avait renoncé à limiter l'aide personnalisée au logement (APL), l'actuel marche sur des œufs. « *À vouloir corriger certaines dérives, vous fragilisez aussi la situation de certaines personnes* », justifie Karine Berger, députée des Hautes-Alpes et chargée des questions économiques au PS. Quant aux aides à la pierre, « *les dispositifs sont d'autant plus difficiles à nettoyer que le marché de la construction est au plus bas* », poursuit-elle, ajoutant qu'une rationalisation permettrait d'économiser quelques milliards par an à terme. L'exécutif devra donc faire preuve d'habileté. ■



**La construction  
de logements neufs  
est tombée au plus bas  
en 2014, avec 300 000  
mises en chantier, loin  
de l'objectif présidentiel  
de 500 000 par an.**

FRANÇOIS BOUCHON/  
LE FIGARO

